

Quelques réflexions à propos de l'enseignement de l'histoire de La Réunion en général et de l'enseignement de l'esclavage en particulier

Jacques Delpech

▶ **To cite this version:**

Jacques Delpech. Quelques réflexions à propos de l'enseignement de l'histoire de La Réunion en général et de l'enseignement de l'esclavage en particulier. Revue historique des Mascareignes, 2000, Contributions à l'histoire de l'esclavage, 02, pp.191-195. hal-03454025

HAL Id: hal-03454025
https://hal.univ-reunion.fr/hal-03454025

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelques réflexions à propos de l'enseignement de l'histoire de La Réunion en général et de l'enseignement de l'esclavage en particulier

Jacques Delpech
Président de la section régionale de l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie de La Réunion

« Il y a deux manières de se perdre, par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'universel » *Aimé Césaire*

Dès la mise en place de l'A.P.H.G – Réunion en décembre 1997, la question de l'enseignement de l'histoire locale a été l'une de nos préoccupations et un sujet fréquent de discussions.

Le terrain n'était pas vierge: des collègues ont toujours fait l'effort d'initier leurs élèves à l'histoire locale, même en l'absence de consignes officielles. A noter également les intéressants travaux réalisés par des collègues dans les années 60 à 80 pour mettre au point des outils pédagogiques en ce domaine (rassemblés dans les bulletins de la Société des Professeurs d'histoire-géographie de La Réunion ou dans les bulletins du C.R.D.P. de La Réunion).

Des initiatives intéressantes sont également à relever dans une période plus récente. J'en citerai deux pour mémoire:

• Mise au point d'un manuel scolaire d'histoire, géographie et éducation civique local: *La Réunion, découvrons notre île,* par Marie-Andrée Dieudonné et Wilfrid Bertile – mai 1992.

• Les journées « Enseigner l'histoire de La Réunion » organisées par l'Inspection Pédagogique Régionale et l'I.U.FM. les 4 et 5 mai 1994.

Puis est arrivée l'année 1998, particulièrement féconde. Les collègues ont participé d'une manière massive à la commémoration du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage: 38 collèges et 16 lycées se sont impliqués dans des actions diverses (expositions, conférences, activités théâtrales, spectacles audio-visuels...), sans compter la mise au point de la remarquable « mallette pédagogique » sur l'esclavage réalisée par notre collègue Albert Jauze.

Au niveau de l'A.P.H.G. – Réunion, organisation d'une visite guidée pour les collègues de l'exposition *« Regards croisés sur l'esclavage »* au musée Léon Dierx, d'une conférence à Saint-Paul par le professeur Claude Wanquet sur la première abolition de l'esclavage, échanges de documents et d'informations avec nos collègues antillais, articles divers dans nos bulletins de liaison. Je rappellerai parmi ceux-ci un passage de notre collègue Daniel Cadet: *« Il est évident que la commémoration d'un tel événement peut donner à certains l'occasion de faire resurgir de vieilles rancœurs ou des frustrations: inégalités sociales persistantes, sentiments de domination ou de sujétion, problème de langue et culture locale, etc. Ces débats sont inévitables, et ce n'est pas en les ignorant que l'on fera avancer les choses...*

Mais qui, mieux que les enseignants d'histoire et de géographie peut analyser en toute objectivité les événements du passé, montrer aux jeunes, aux élèves, à l'ensemble de la population, que l'abolition n'est qu'une étape décisive dans la longue et bien souvent douloureuse marche vers la liberté, vers le respect de la dignité humaine? Qui mieux que les enseignants d'histoire – géographie est à même de rappeler à tous, qu'aujourd'hui encore, des formes notoires ou déguisées de servitude subsistent: exploitation des femmes, des enfants, des travailleurs? »

Qu'en est-il donc de l'enseignement de l'histoire de l'esclavage à La Réunion?

Absent de nos programmes, de nos manuels, des examens, laissé à l'appréciation de chaque collègue, l'esclavage à Bourbon n'a été enseigné jusqu'ici que par quelques collègues particulièrement motivés.

Et cependant il faut *« rouvrir la mémoire ». « Tant que l'on n'a pas brisé le couvercle du silence et de l'amnésie, les crimes passés ne sont pas finis, les plus vieilles blessures sont prêtes à se rouvrir, comme au premier jour. Peut-on vraiment oublier l'irréparable? On a cru oublier, mais simplement on était « amnésique », tant le traumatisme avait été profond. Tant que l'on n'a pas rompu avec l'oubli, avec la loi du silence, du refoulement des plaintes et des colères, le passé oublié est toujours présent, il se répète, il se reproduira encore. L'horreur n'est pas finie parce qu'elle est « oubliée », elle se poursuivra infiniment tant qu'une parole n'aura pas rompu avec l'oubli et accepté de faire mémoire. Car c'est en reconnaissant ce qui s'est passé que l'on rompt avec la continuation du passé dans le présent ».*[1]

[1] L'irréparable en histoire. Olivier Abel dans *Histoire et mémoire,* CRDP de Grenoble, p. 68, nov. 1998.

La blessure est profonde. La gêne de nos élèves lorsque nous évoquons le sujet est symptomatique. Pourquoi en serait-il autrement ? Le poids du passé est lourd aux épaules des descendants d'esclaves ou de maîtres…

Raconter « l'irréparable », expliquer « *ce qui ne peut pas être compris, et même ne doit pas être compris, dans la mesure où comprendre, c'est presque justifier* » (Primo Levi), parler d'un sujet aussi délicat, est périlleux, mais vital. Comme professeurs, nous nous devons de pratiquer « l'obsédante répétition » de « l'irréparable ». Il faut donc que cette « histoire du silence », selon la belle formule d'Hubert Gerbeau, trouve dans notre enseignement une place à la mesure de l'événement. Comme la Shoah, cet autre moment d'écrasement de la dignité humaine, l'esclavage doit absolument trouver une place significative dans nos manuels.

Il n'y a pas de manière plaisante d'enseigner l'esclavage, mais peut être une approche diversifiée est-elle nécessaire pour nous aider à faire passer le message. Nos collègues de français ont par exemple élaboré un *Manuel de littérature réunionnaise*[2] avec de très beaux textes sur l'esclavage (de Parny, Dayot, Lacaussade…). Un travail en liaison avec le professeur de philosophie sur le concept d'humanité et le retour à la barbarie par l'esclavage peut être également fécond. Une approche par le biais du maloya ou du moringue peut être aussi une piste intéressante. Sans compter bien sûr l'usage possible de l'espace offert par l'éducation civique.

Une des difficultés importantes que pose l'enseignement de l'esclavage à La Réunion est aussi d'éviter le piège qui consisterait à n'évoquer que l'aspect « libération par la métropole » (en n'insistant que sur ces deux grands humanistes : Sarda Garriga et Victor Schoelcher). Le cri rebelle des marrons doit éclater d'une manière ou d'une autre. Leurs traces semblent quasiment effacées, pourtant il est probable qu'à La Réunion comme aux Antilles, *« Notre connaissance demeure imparfaite ». « L'heure, de toute façon, (est) plus aux fouilles qu'aux conclusions ».*[3] La part africaine de La Réunion, part la plus souffrante, mérite ce complément de recherches et cette approche globale.

Mais l'enseignement de l'histoire de l'esclavage à La Réunion peut-il être dissocié de l'enseignement de l'histoire de La Réunion ? Peut-on se contenter d'une approche ponctuelle de l'histoire locale ?

Actuellement, les consignes officielles sont floues. Ne parlons pas du primaire, pourtant fondamental en ce domaine, où il n'y a plus, depuis 1995, obligation d'étude du milieu local comme dans le programme de 1985. Dans le secondaire, il est fortement conseillé de s'appuyer sur l'histoire locale, mais de quels outils disposons-nous ?

J'évoquai l'ouvrage de Bertile-Dieudonné, en principe destiné au Primaire. En fait, (je ne pense pas que les collègues me démentiront), il peut être très utile au collège, et même au lycée, les connaissances de nos élèves en histoire locale étant en général très réduites. Il n'est pas prévu de le rééditer (*« pas de demande de la part de La Réunion »,* dixit les Éditions Nathan jointes en juillet dernier !).

---

[2] C.R.D.P. de La Réunion – Mars 1998, par Marie Claude David Fontaine et Félix Marimoutou.

[3] Liliane Chauleau, Conservateur des Archives de la Martinique, Bulletin "Historiens et Géographes" n° 362 – p. 51.

Plus récemment (en octobre 1998), des cahiers de module de seconde traitant d'histoire et géographie locales (3 sujets en histoire, 7 en géographie) ont été réalisés par des collègues (Fabien Brial – Olivier Roux).

En février 1999 ont été réalisés à l'intention du secondaire, *Les dossiers de notre histoire*. Dès les premières réunions avec l'Inspecteur Pédagogique Régional d'histoire-géographie, à l'initiative de ce projet, quelques membres du bureau de l'A.P.H.G. – Réunion, dont moi-même, avons évoqué la possibilité de réaliser une histoire globale de La Réunion, voire de la zone Ouest de l'océan Indien, afin de respecter la cohérence de la construction historique et géographique de ces espaces. Ceci a été repoussé pour une vision de l'histoire de La Réunion venant en complément de l'histoire nationale, avec un travail sur un certain nombre de thèmes (découverte de l'île, esclavage, révolution industrielle, citoyenneté et réalités sociales au premier vingtième siècle, départementalisation).

Cette présentation, qui n'exclut pas un travail de qualité, induit malheureusement une hiérarchie, ce qui à notre époque est sans doute maladroit. Elle correspond à une vision très centralisée, très jacobine, de l'histoire qui semble mal adaptée à la France d'aujourd'hui. L'enseignement d'une histoire locale cohérente n'est pas forcément signe de fermeture aux autres. Elle n'exclut pas les passerelles. Elle vise simplement la valorisation de chacun, sans hégémonie, par l'étude de tous les apports successifs. Le remarquable ouvrage *Bretagne, une histoire*[4], publié avec le soutien du conseil général du Finistère, du conseil général des Côtes d'Armor, du district urbain de Rennes et du rectorat de l'académie de Rennes, et distribué gratuitement à tous les collégiens de 6e de ces zones l'an passé (idem cette année) en est un bon exemple. Cette distribution ne devrait pas en principe provoquer une scission de la Bretagne d'avec la France…

Après réflexion, nous avons pensé que cette histoire fragmentée de La Réunion pouvait être considérée comme une étape. C'est pourquoi nous avons, bien que réservés, participé à l'élaboration de ces « dossiers ».

On voit donc bien que ***le problème essentiel est sans aucun doute celui de la place que l'on veut donner à l'histoire locale dans les programmes nationaux (et les examens !).***

Il faut, d'une manière ou d'une autre, une reconnaissance officielle de cette histoire locale (il est quand même significatif de constater que l'élément de l'histoire locale le mieux connu par nos élèves est le 20 décembre !). Comme l'histoire d'autres régions françaises, il conviendrait donc que l'histoire de La Réunion trouve sa place, rien que sa place, mais toute sa place dans l'histoire nationale. Un enseignement de l'histoire locale en parallèle avec l'histoire nationale est peut être une solution ? Il conviendrait alors de définir un temps pour cet enseignement. Pourquoi pas une partie du temps des modules, espaces de liberté en classe de seconde ?

Par ailleurs, une liaison étroite entre recherche universitaire et enseignement scolaire est absolument indispensable. C'est pourquoi nous avons, en liaison avec l'Université, l'IUFM et l'Inspecteur Pédagogique Régional organisé une journée de rencontre Université-secondaire le 17 mars 1999 avec présentation des

[4] C.R.D.P. de Bretagne, Louis Elegoët, 4e trimestre 1998.

recherches menées en histoire-géographie à l'Université de La Réunion (et à l'IUFM).

Le sujet étant difficile et l'avis de tous nécessaire, le bureau de l'A.P.H.G.-Réunion pense organiser en l'an 2000 une journée de réflexion sur cette question de l'enseignement de l'Histoire locale, avec l'ensemble des collègues et des différents partenaires concernés.

Le chemin vers la reconnaissance officielle de l'histoire locale sera sans doute encore long. Cette « mise en histoire de la mémoire » réunionnaise est cependant incontournable. Elle traduit *« une volonté unifiante, une recherche d'appartenance et de cohésion, un moyen d'intégration de l'individu à un groupe. C'est un outil du lien social ».*[5]

Cet outil, La Réunion en aura bien besoin pour affronter, en pleine solidarité avec les autres composantes de la Nation française, le monde incertain de demain. Il ne peut en effet y avoir progrès sans connaissance et remise en cause du passé. C'est le fondement même de notre discipline.

[5] François Bédarida, « Mémoire et conscience historique dans la France contemporaine », dans *Histoire et mémoire*, C.R.D.P de Grenoble, nov. 1998, p. 95.